

Indecosa CGT propose 7 mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs

22 juin 2022

Lettre ouverte à la représentation nationale (députés et sénateurs)

Le cycle électoral est terminé : place à l'action, il y a urgence

Indecosa CGT propose 7 mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs et répondre aux besoins :

Depuis plusieurs mois nous subissons une inflation record et cela a un impact direct sur les consommateurs en particulier pour les catégories les plus modestes d'entre nous. Près de 11 ans cumulés d'inflation jugulée et nous voilà confrontés à une envolée des prix en particulier au niveau des matières premières agricoles et énergétiques. En guise de réponse le gouvernement prépare un texte de loi qui sera débattu et voté dans l'hémicycle des deux assemblées sur la base d'un chèque alimentation.

Pour Indecosa CGT, il est bien en deçà des besoins suscités par le contexte actuel. Il est surtout influencé par des politiques monétaristes que nous subissons depuis des décennies au niveau de l'UE.

Si le contexte géopolitique n'arrange rien, il ne faut pas se laisser piéger par les sirènes qui nous orientent vers le conflit Russo/Ukrainien. Durant la pandémie, des effets d'aubaine ont refait jaillir les chantres de la spéculation qui bénéficient trop facilement de la bienveillance des États dans leur majorité.

L'INDECOSA-CGT est une association de consommateurs reconnue, ancrée dans

les territoires et quotidiennement aux côtés des citoyens. A ce titre nous vous soumettons une série de propositions qui doivent s'inscrire dans la durée et non pas ponctuellement comme c'est le cas pour le futur projet de loi.

- 1. Revenir à l'échelle mobile des salaires** comme elle se pratiquait jusqu'au début des années 80. Si le gouvernement souhaite revenir à une indexation des pensions de retraites sur l'inflation, il ne veut pas aller plus loin de peur de braquer le MEDEF. En effet il préfère suggérer aux entreprises du CAC 40 et à leurs alliés de fournir un effort. Or nous savons pour la plupart que ce n'est pas dans la culture française de nos industriels et de leurs alliés financiers qui ont largement oublié la fameuse règle des trois tiers * en matière de redistribution... Ils n'en reconnaissent qu'une, celle des actionnaires qui veulent toujours plus et peu importe le temps qu'il fait... Il y a nécessité d'un relèvement significatif de toutes les pensions, minima sociaux, du SMIC et du point d'indice des fonctionnaires.
- 2. Le Blocage des prix de l'énergie** notamment des énergies fossiles est impératif. Le but, dans un premier temps, est de revenir à une meilleure stabilité de l'économie et éviter une vague des étiquettes permanentes. Dans un second temps c'est un moyen efficace d'envoyer un signal fort aux spéculateurs. Beaucoup font des stocks bien en amont et utilisent le moment opportun pour faire augmenter la demande au détriment de l'offre.
- 3. Permettre un blocage des prix de milliers de produits de première nécessité couplé à un taux de TVA réduit.** Attention à bien le faire pour les denrées très peu transformées. En effet, on l'a vu pour les premiers prix dans la grande distribution où l'on remplace allégrement la matière noble comme la viande ou les laitages par des « succédanés» très bas de gamme ce qui permet de maintenir une marge confortable tout en faisant croire au consommateur qu'il paye la marchandise moins.
- 4. Nous réclamons le retour du rapport poids/quantités des emballages** comme c'était le cas avant 2016. Il s'agit en particulier des paquets de farine, de riz, de certaines légumineuses, les huiles... Le consommateur ne peut plus comparer et cela devient incompréhensible avec la multiplication de packagings plus ou moins fantaisistes.
- 5. Pour le contrôle des prix il faut renforcer la présence des agents de la CCRF ** sur le territoire.** Ce gouvernement ne voit que par

l'approche numérique et les économies d'échelle qui en résultent et fait disparaître peu à peu les contrôles physiques.

6. **Pratiquer un blocage des loyers** le plus rapidement possible pour une durée d'au moins un an voire deux. Aujourd'hui pour une majorité de ménages c'est le budget le plus important (entre 30 et 40 % selon les revenus).

Près de 66 % des citoyens sont éligibles au logement social et bon nombre d'entre eux disposent d'un reste à vivre d'un peu plus de 10 euros mensuels. Enfin il faut, comme pour les minima sociaux **augmenter les allocations pour le logement dont, bien sûr l'APL**. La baisse de 5 euros par mois voulue par les pouvoirs publics c'est l'équivalent de 15 milliards en moins dédié au logement sur 5 ans.

7. **Prendre une part sur les bénéfices colossaux engendrés par les géants de l'énergie** comme Total. Antérieurement, cette opération a été faite par un gouvernement précédent et peut donc être réalisée à nouveau.

A ce titre il faut réfléchir à une **véritable maîtrise publique de l'énergie** avec notamment un redéploiement de certains outils de production comme des raffineries sur le territoire. Elles devraient être sous statut public et indépendantes des compagnies pétrolières. Enfin pour vendre du carburant dans l'hexagone les multinationales devraient obligatoirement passer par les raffineries publiques.

Il est bien évident que ces propositions ne couvrent pas toutes les problématiques en matière de pouvoir d'achat.

Prises rapidement elles permettraient de mettre un temps d'arrêt à la vie chère.

Le temps est à l'action et il y a urgence !

Pour INDECOSA-CGT

Arnaud Faucon

Secrétaire national

* En pleine crise financière, Nicolas Sarkozy s'était prononcé haut et fort pour la **règle des trois tiers** dans la répartition des profits : un **tiers** des bénéfices doit aller aux actionnaires, un **tiers** aux salariés et un **tiers** au développement de l'entreprise.

** CCRF : Concurrence, consommation Répression des Fraudes